



RÉGION Mercredi 21 novembre 2018

BESANÇON >

Social Pôle emploi contre les suppressions de postes

L'accueil du public avait des chances d'être quelque peu perturbé, mardi, dans les diverses agences de Pôle emploi. Un appel à la grève avait été lancé par les syndicats CFDT, CGT, CFTC, SNU et CLL « pour s'opposer aux suppressions de postes et à l'étatisation du régime d'assurance-chômage ». Une vingtaine de grévistes ont distribué, le matin, un tract devant l'agence de Temis. À midi, le pourcentage des agents ayant suivi le mouvement de grève, s'établissait, selon le syndicat SNU-FSU à 35,28 % dans l'ensemble des agences de toute la Bourgogne-Franche-Comté. « On peut dire que c'est une bonne mobilisation et qui concerne toutes les catégories de personnel même si c'est moins fort chez les cadres », souligne Dominique Simon du syndicat SNU-FSU.

Pas de face-à-face à Dijon C'est la suppression de postes annoncée en 2019 qui est à l'origine du mouvement. « Le projet de loi de finances 2019 prévoit la suppression de près de 800 équivalents temps plein, ce qui nous fait craindre un objectif de suppression de 4 000 postes d'ici 2022. De telles suppressions d'effectifs ne pourront pas se faire sans dégrader le service rendu aux demandeurs d'emploi et aux employeurs et c'est déjà le cas avec la baisse du nombre d'agents en charge de l'indemnisation », expliquent les grévistes. Avant de préciser que le nombre de demandeurs d'emploi pris en charge par chaque conseiller « continue d'exploser ». Au final, la rencontre prévue, à Dijon, entre les grévistes et Frédéric Danel, directeur régional de Pôle emploi, n'a pas eu lieu : ce dernier était prêt à recevoir une délégation des divers syndicats. Des grévistes souhaitaient s'y joindre. En vain. Chacun est resté sur sa position, le face-à-face n'a pas eu lieu.

Y.A.